

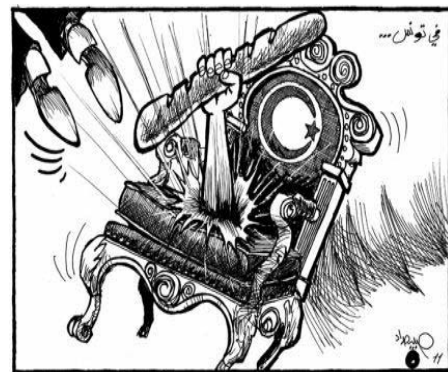
Quand les jeunes surpassent leurs aînés !

Une analyse rigoureuse, sereine et distanciée des enseignements du soulèvement populaire du 14 janvier serait utile pour comprendre les ressorts de l'évolution de la société tunisienne de ces dix dernières années, et certains de ces enseignements devraient même nous inciter à revoir radicalement les grilles de lecture dominantes jusque là. Pour illustrer mes propos, je me focaliserai sur le rôle des jeunes, toutes catégories sociales confondues, dans la cristallisation et la structuration de ce mouvement. Je constate d'abord que les chercheurs et acteurs



politiques, du pouvoir de Ben Ali comme ceux de l'opposition indépendante, ont longtemps sous-estimé les nouvelles formes de politisation qui gagnaient la jeunesse tunisienne et notamment les diplômés de l'université. Avec Vincent Geisser, nous avons souvent voulu tordre le cou à quelques idées reçues à l'instar de celle-ci, que les jeunes tunisiens étaient devenus matérialistes, voire « *khozistes* », sans idéal politique et que leurs seuls désirs étaient de consommer les derniers gadgets à la mode, de regarder les matchs de football, et de n'avoir d'intelligence que pour la débrouille, etc....¹ Cette idée est totalement erronée et pour preuve ; l'intérêt qu'ils ressentent à chaque compétition électorale nationale en France essentiellement, en scrutant, et parfois dans les moindres détails, les joutes oratoires des candidats, leurs programmes et biographies, les débats télévisés qui les opposaient, etc... ; ce qui m'a permis d'affirmer que les jeunes tunisiens vivaient des élections libres par procuration². Pour la quasi-totalité de ces jeunes, le régime de Ben Ali apparaissait à leurs yeux, totalement archaïque et déconnecté de leurs aspirations de jeunes tunisiens du XXI^e siècle. Les modes d'expression et de protestation contre Ben Ali auxquels ils avaient recours, se démarquaient nettement, dans leur forme et dans le contenu des messages qu'ils véhiculaient, de ceux de leurs aînés. Jadis, dans les années 1990, les opposants à Ben Ali

s'appuyaient fréquemment sur la rédaction des pétitions, la distribution des tracts, les interventions dans les médias étrangers, la solidarité des organisations humanitaires internationales et, éventuellement, recouraient à la grève de la faim pour alerter l'opinion nationale et surtout internationale sur la nature foncièrement répressive du régime. Et leurs revendications s'exprimaient sous le mode d'un appel à la sagesse, à la responsabilité et au bon sens, pour éviter au pays des crises structurelles aigües, et les mots étaient souvent mesurés, pondérés, voire, parfois, conciliants. Certaines de ces figures étaient même promptes à explorer des formes de négociation, voire, dans certains cas, des compromis avec le régime de Ben Ali. Aujourd'hui, avec l'arrivée d'une nouvelle génération née pour la plupart sous « l'ère de Ben Ali », des changements notoires allaient s'opérer dans ce sens. D'une part, le rôle sans précédent joué par les technologies de communication, essentiellement Internet, à travers les réseaux sociaux, d'un côté, et l'usage de la téléphonie mobile, de l'autre, fut déterminant. En effet, à côté d'un espace public complètement domestiqué par le régime où les espaces d'expression étaient quasi verrouillés, cohabitait une autre Tunisie dite virtuelle dans laquelle se déployaient plus de deux millions d'utilisateurs tunisiens, pour la plupart des jeunes. Grâce aux stratégies de contournement destinées à braver la censure, les jeunes nous apprenaient ainsi à naviguer à notre guise sur les sites interdits, à échanger des informations de toutes sortes entre nous et à diffuser des vidéos, parfois au ton caustique, sur les gens du régime ainsi que sur leurs dernières frasques et les blagues à leur propos. Dans le même temps, et par le truchement du réseau social le plus prisé, face book, ils nous apprenaient aussi à aménager des formes d'actions et de mobilisation qui étaient relayées dans la vie quotidienne - réelle - par les manifestations de rue, des mouvements de grève, les attroupements devant des bâtiments publics, la scansion des slogans, etc.... Et pour beaucoup d'entre nous, l'usage intensif et généralisé de ces technologies dans la conscientisation du mouvement et la chute du régime de Ben Ali, nous pousse à penser qu'il s'agit de la première « révolution numérique » dans le monde. D'autre part, l'apparition d'une nouvelle forme de mobilisation comme l'immolation par le feu devant des édifices publics a eu des effets réactifs à travers tout le pays. En effet, les images des corps des jeunes transformés en



© La République 23 janvier 2011 - *La révolution Tunisienne selon les caricaturistes (3)*
Envoyé par : Hamza Belloumi -Permalien

boule de feu qui circulaient travers les vidéos sur Face book mais aussi, sur les chaînes satellitaires comme *Al Jazeera* qui les passaient en boucle, avaient donné plus de prégnance et de visibilité au mouvement populaire qui émergeait déjà. Et de ces nouvelles formes de contestation utilisées abondamment par les jeunes, les messages qu'ils faisaient circuler, s'opposaient nettement de ceux de leurs aînés par la radicalisation des termes, la dénonciation systématique du régime et surtout, par l'appel à la rupture totale et irréversible avec lui. Deux semaines après la chute de Ben Ali, peut-on affirmer que le régime de Ben Ali est complètement aboli ? L'avenir est encore incertain, les défis à relever sont encore énormes et des zones d'ombre persistent entre la politique du gouvernement intérimaire et les choix stratégiques de l'armée. Il serait donc hasardeux de se livrer à des conjectures dans ces conditions - uniques et exceptionnelles - qui caractérisent la Tunisie d'aujourd'hui !

Larbi CHOUIKHA

Politologue IPSI, université de La Manouba

1. Larbi CHOUIKHA et Vincent GEISSER, « La fin d'un tabou : enjeux autour de la succession du président et dégradation du climat social », *L'Année du Maghreb*, VI, 2010, CNRS/IREMAM.

2. Larbi CHOUIKHA, « Les élections françaises au miroir de toutes nos frustrations », *Attariqaljadid*, n°58, mars 2007, p. 3.